



Affaires politiques

Isaac Tchiakpe rappelle le principe du sécularisme aux évêques

Il y a quelques jours, les députés togolais ont adopté une nouvelle Constitution pour le pays. La Conférence des évêques du Togo (CET) a publié un communiqué qui suscite de la polémique. Ceux-ci demandent au président de la République Faure Gnassingbé ...



PAGE 3

RAMADAN



Concours national de récitation du Saint Coran

Le soutien inconditionnel de Coris Bank International

C'est en plein mois de Ramadan que l'Association des élèves et étudiants musulmans au Togo (AEEMT) a honoré la tradition du Concours national ...

PAGE 11

DEVELOPPEMENT



Sécurité routière / Application du Règlement 14 de l'Uemoa

Les réformes dans le secteur des transports présentées aux journalistes et OSC

Des réformes sont en cours dans le secteur des transports au Togo. Parmi ces réformes, visant à rendre compétitif le secteur des transports, il y a l'application graduelle du Règlement 14 de l'Uemoa. Dans le cadre ...

PAGE 11

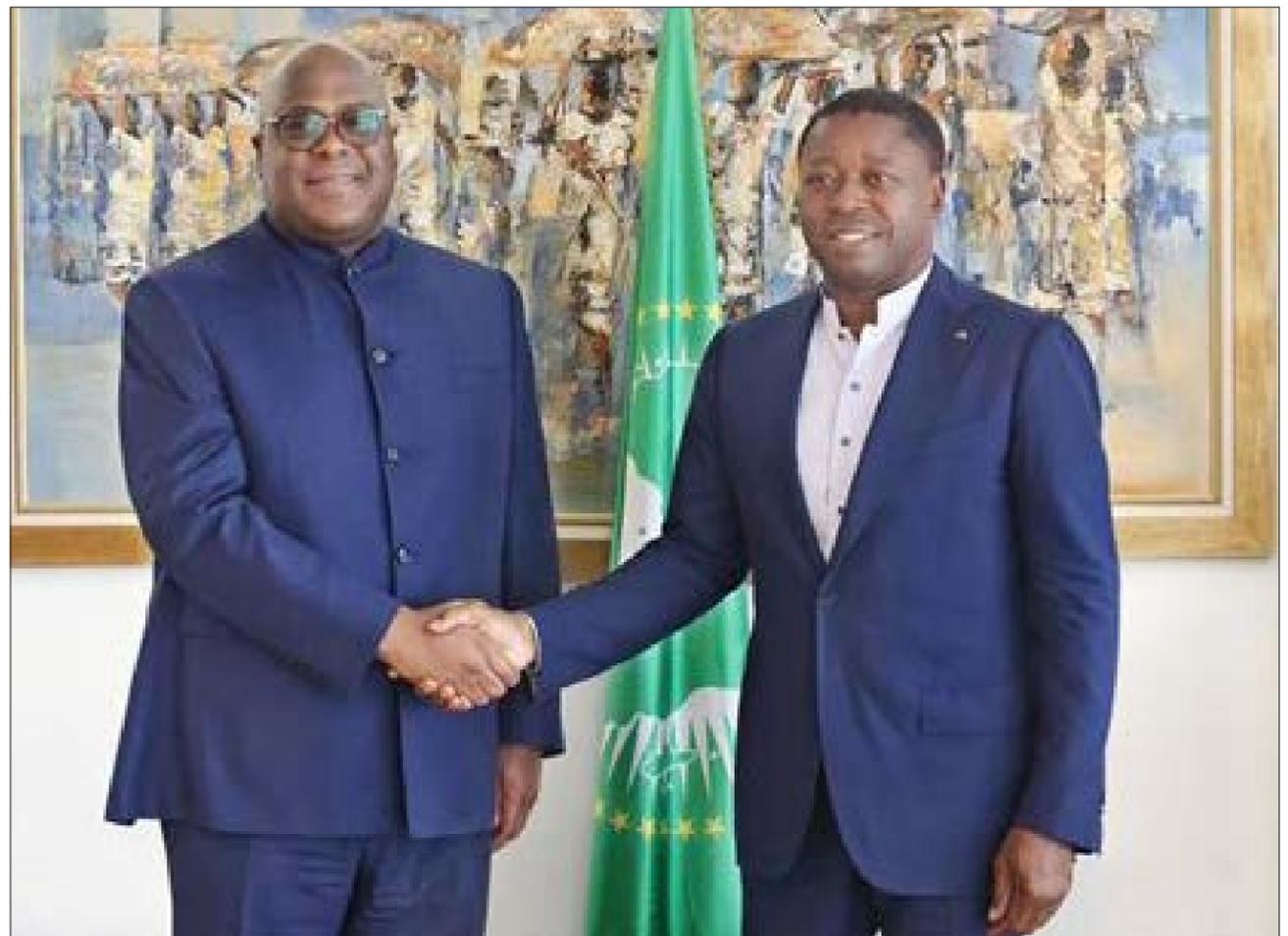
POLITIQUE

Elections régionales

La Cour suprême organise un atelier à l'endroit des acteurs

Du jeudi 28 au samedi 30 mars 2024, la Cour suprême du Togo organise un atelier de formation sur la gestion du contentieux des élections régionales ...

PAGE 3



Togo-RDC

Félix Tshisekedi a effectué sa première visite à Lomé

Le mercredi 27 mars 2024, le président de la République démocratique du Congo (RDC) a effectué une visite d'amitié et de travail à Lomé au Togo.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

La nouvelle carte de la CNSS dévoilée

Au Togo, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) s'apprête à démarrer à partir du 1er avril prochain les prestations de l'Assurance maladie universelle (AMU). A quelques jours du lancement, l'institution a dévoilé le mardi 26 mars, sa nouvelle carte d'assurance.

Dotée d'une puce électronique dédiée au stockage des informations de son titulaire, la nouvelle carte servira de clé d'accès aux soins de santé et permettra de bénéficier d'une prise en charge auprès de tous les prestataires de soins conventionnés par la CNSS. Elle pourra ainsi être utilisée dans les hôpitaux, chez les médecins, dans les centres de santé, ou encore les pharmacies.

Pour l'obtenir, l'assuré devra créer un compte via la plateforme des services en ligne de la Caisse, mettre à jour ses informations personnelles et déclarer ses ayants-droit ou bénéficiaires à l'AMU.

Pour marquer la présentation officielle de la nouvelle carte, la CNSS a procédé à une remise symbolique des cartes de travailleurs à une quinzaine de grandes entreprises et sociétés.



DISPONIBLE DANS LES BARS, RESTAURANTS ET SUPERMARCHÉS
IMMEUBLE MARINA BAY . BOUTIQUE NS . BOULEVARD DU MONO
+228 7034 0292 • MOUTAI TOGO & BÉNIN
WWW.GMDISTRIBUTIONS.COM



SOMMAIRE

Mali/Transition

Les partis politiques réclament une transition courte



P 4

Loi de finances, exercice 2024

L'OTR et l'AGET font le point sur les nouveautés



P 5

Santé sexuelle

L'alimentation dans son ensemble peut agir comme un aphrodisiaque



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

EKON Afi, coiffeuse grâce au produit Apsef

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique quotidienne "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Lomé pour partager avec vous les témoignages de madame EKON Afi, coiffeuse de profession qui aujourd'hui peut se réjouir d'avoir pu ouvrir son atelier de coiffure grâce au soutien de crédit Accès des Jeunes aux Services Financiers du FNFI. Retour sur le parcours de cette trentenaire pour qui la réussite se trouve au bout de l'effort.



Madame EKON Afi dans son atelier de coiffure

En achevant il y a trois années sa formation en couture, Ekon Afi ne savait pas qu'elle éprouverait des difficultés pour ouvrir son atelier. Son Certificat de Fin d'Apprentissage en

main, notre interlocutrice se retrouve enfin confrontée à la dure loi du marché, pouvoir s'installer à son propre compte. Elle décide alors d'évaluer ses propres économies.

Malheureusement, ces revenus ne lui permettront pas de pouvoir se lancer dans son business. Il ne lui restait qu'une seule option, se tourner vers les Institutions de

Microfinance pour voir si elle pourrait trouver une solution durable.

" Je me suis donc mise à rechercher les Institutions de Microfinance pour voir dans quelles conditions je pouvais être éligible à un des produits jeunes pour pouvoir réaliser mon rêve. Sur conseils des amis du quartier, je suis allée participer un vendredi à une session de sensibilisation organisée par PADES Microfinance, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI. A l'issue de cette sensibilisation, j'ai été informée de toutes les conditions d'obtention du crédit AJSEF. Et je me suis rendu compte que j'étais très éligible à ce produit. Je me suis tout de suite mise en ordre de bataille afin de remplir toutes les conditions nécessaires."

Notre interlocutrice voit alors une opportunité à saisir, car pour elle le moment est enfin venu de passer à la réalisation de son rêve.

" Avec quelques consœurs du quartier qui elles toutes étaient dans le même besoin que moi, nous avons décidé de former un groupe solidaire et nous sommes reparti

voir notre institution de microfinance. Nous avons alors eu des échanges plus poussés avec notre agent de crédit puis nous avons été formées...Par la suite, personnellement, j'ai obtenu un crédit d'un montant de 300.000 FCFA.

Et comme vous pouvez vous en douter, ce crédit m'a permis de pouvoir louer ce petit local et d'acheter les premiers kits d'outillage tels que vous les voyez présentement dans mon atelier. Les débuts n'ont certes pas été faciles, mais aujourd'hui avec de la persévérance et de la détermination, je suis arrivée à me faire un nom et une renommée dans mon activité. J'ai une clientèle assez nombreuse que je fidélise jour après jour et je me donne tous les moyens de pouvoir rapidement gravir les échelons. Je ne perds pas de vue la question des remboursements, car je suis conscient que c'est évidemment en ayant bien remboursé le premier cycle de crédit que je pourrai prétendre obtenir le second cycle de crédit. Mais pour l'heure, je peux affirmer que le FNFI me permet de construire jour après jour mon autonomie financière."

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo

Edy Alley

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Togo-RDC

Félix Tshisekedi a effectué sa première visite à Lomé

Le mercredi 27 mars 2024, le président de la République démocratique du Congo (RDC) a effectué une visite d'amitié et de travail à Lomé au Togo.



Faure Gnassingbé (à droite) et Félix Tshisekedi

Félix Antoine Tshisekedi-Tshilombo a été invité par son homologue togolais Faure Gnassingbé. Ce déplacement s'inscrit dans le cadre des consultations régulières entre les deux dirigeants. Celles-ci visent à renforcer la coopération qui lie le Togo et la RDC. Le chef de l'Etat togolais et son homologue congolais ont eu des entretiens en tête-à-tête au cours desquels ils ont passé en revue la coopération bilatérale et

réaffirmé leur volonté à œuvrer au renforcement de ce partenariat dans divers domaines d'intérêt commun.

Ils ont également évoqué les questions de paix et de sécurité dans les différentes régions du continent. La dernière rencontre entre les deux dirigeants remonte au 28 juillet 2023 à Kinshasa, lors de la cérémonie inaugurale des neuvièmes jeux de la Francophonie.

Nouvelle Constitution

Un grand regroupement de la société civile soutient le texte

Dans un communiqué publié mercredi dernier, l'Alliance citoyenne des Organisations de la société civile pour la démocratie et l'Etat de droit (ACOSC-DED) apporte son soutien à l'adoption de la nouvelle Constitution opérée en début de semaine par l'Assemblée nationale.

« Convaincu que cette révision vise à doter le pays d'un cadre juridique moderne permettant le passage d'un régime semi-présidentiel à un régime parlementaire, l'ACOSC-DED estime que cette évolution est nécessaire pour répondre aux besoins actuels de gouvernance », peut-on lire dans le communiqué.

Pour ces organisations, les systèmes démocratiques africains, instaurés dans les années 90 avec des exigences telles que la limitation des mandats et l'alternance au pouvoir, ont montré leurs limites. Elles perçoivent donc cette révision constitutionnelle comme une opportunité de renforcer la stabilité politique et la gouvernance démocratique au Togo.

L'ACOSC-DED exprime sa gratitude à l'égard des députés porteurs de la proposition et salue leur patriotisme et leurs contributions à la mise en place d'une Constitution moderne et démocratique. Le communiqué invite tous les acteurs politiques togolais à soutenir ce texte historique et novateur, en vue de favoriser la stabilité et la paix au Togo.

L'organisation appelle les Togolais à une mobilisation citoyenne en faveur de cette nouvelle Constitution, qui promet une plus grande implication des jeunes et des femmes dans la vie politique. L'ACOSC-DED s'engage à contribuer activement à la mise en œuvre de la nouvelle Constitution.

La rédaction

Affaires politiques

Isaac Tchiakpe rappelle le principe du sécularisme aux évêques

Il y a quelques jours, les députés togolais ont adopté une nouvelle Constitution pour le pays. La Conférence des évêques du Togo (CET) a publié un communiqué qui suscite de la polémique. Ceux-ci demandent au président de la République Faure Gnassingbé de ne pas promulguer le texte.

Isaac Tchiakpe, porte-parole de l'Union des forces de changement (UFC), un parti de l'opposition parlementaire qui a soutenu le projet de révision constitutionnel, rappelle aux évêques les prérogatives qui sont les leurs.

« Je rappelle que les affaires de la cité relèvent du pouvoir politique. Pour emprunter à une rhétorique qui est plus familière aux évêques, je dirai que depuis le 18ème siècle, il y a eu la sécularisation de la politique, c'est-à-dire qu'une séparation s'instaure



Isaac Tchiakpe

progressivement entre le domaine religieux et le domaine public », affirme Isaac Tchiakpe.

« En matière politique, j'ajoute, pour faire œuvre de pédagogie que le sécularisme est le principe selon lequel les religions ne doivent pas avoir de pouvoirs politiques ni influencer le gouvernement d'un pays et que réciproquement, le pouvoir politique ne doit pas intervenir dans les affaires propres aux différentes

religions », a-t-il poursuivi. « Je m'autorise ce badinage en paraphrasant ce passage de Matthieu 22 : 21, à savoir, qu'on laisse César et les politiques s'occuper de ce qui relève de leurs compétences et que les politiques laissent les religieux œuvrer avec ferveur et prières ardentes pour le salut de nos âmes et la rémission de nos péchés », a expliqué le porte-parole de l'UFC.

TM

Elections régionales

La Cour suprême organise un atelier à l'endroit des acteurs

Du jeudi 28 au samedi 30 mars 2024, la Cour suprême du Togo organise un atelier de formation sur la gestion du contentieux des élections régionales. Ces élections auront lieu le 20 avril 2024, en même temps que les élections législatives.

Selon les dispositions des articles 125 de la Constitution de la 4ème République, adoptée le 14 octobre 1992, 12 et 43 de la loi organique n°97-05 du 6 mars 1997 portant organisation et fonctionnement de la Cour suprême, et 144 à 148 de la loi n° 2024-001 du 25 janvier 2024 portant modification de la loi n° 2021-009 du 11 octobre 2021 portant Code électoral, la loi n° 2022-007 du 30 mai 2022, la loi n° 2012-002 du 29 mai 2012 modifiée par la loi n° 2013-004 du 19 février 2013, la loi n° 2013-008 du 22 mars 2013, la loi n° 2019-017 du 6 novembre 2019 et la loi n° 2021-019 du 11 octobre 2021, la Chambre administrative de la Cour suprême est chargée de la gestion du contentieux des élections locales.

Celle-ci a le devoir de veiller à la régularité, à la forme et au fond du scrutin des élections régionales, régularité gage de quiétude sociale. Veiller à la régularité du scrutin, consiste à s'assurer que

les prescriptions légales relatives aux opérations électorales sont respectées, tant en leur lettre qu'en leur esprit. Dans cette optique, il importe qu'il y ait harmonie de lecture, d'interprétation et de compréhension des prescriptions légales (Code électoral et loi sur la décentralisation).

« Le juge, le candidat, le responsable ou dirigeant du parti politique, la Ceni, ou l'expert en matière de gestion du contentieux d'élections locales en général et régionales en particulier, doivent avoir le même

niveau de compréhension et d'application de ces textes », a affirmé Abdoulaye Yaya, président de la Cour suprême. Le présent atelier vise donc à familiariser les membres de la Cour suprême, les acteurs et institutions impliqués dans le processus des élections régionales avec les textes de loi sur la gestion du contentieux des élections

régionales en particulier. Plus spécifiquement, il vise à approfondir les connaissances de parties prenantes sur les litiges qui peuvent subvenir lors des prochaines élections régionales et à harmoniser leur interprétation des différents textes du Code électoral sur la gestion du contentieux desdites élections régionales.

« Lors de cet atelier, l'on expliquera comment l'on peut faire le calcul pour que tout le monde comprenne la répartition des sièges ; et aussi, comment faire un



Photo de famille

recours devant la Chambre administrative de la Cour suprême si l'on n'est pas d'accord avec les résultats. Nous avons prévu des exercices qui permettront aux participants de mieux cerner le mécanisme », a déclaré Traoré Idrissa, ancien président du Conseil constitutionnel du Burkina Faso.

Edem Dadzie

Sénégal/Présidentielle

Victoire confirmée de l'opposant Faye avec 54,28% des suffrages

Selon les résultats officiels provisoires annoncés par la Commission nationale de recensement des votes le mercredi 27 mars, l'opposant Diomaye Faye a finalement obtenu 54,28%, soit 2 434 751 voix. Une victoire au premier tour qui le place loin devant son principal rival, l'ancien Premier ministre Amadou Ba, et les autres candidats. Selon la commission, le taux de participation a été de 61,3%.

Le raz de marée est confirmé pour Bassirou Diomaye Faye, qui l'emporte avec 2 434 751 voix, soit 54,28%. Loin devant son principal concurrent, l'ancien Premier ministre Amadou Ba qui récolte 35,79% des suffrages exprimés. En troisième position : Aliou Mamadou Dia, le candidat du parti PUR. Il obtient 2,8 des voix, devant l'ancien maire de Dakar Khalifa Sall, 1,56%, et l'ex-Premier ministre Idrissa Seck, sous la barre

des 1%, comme tous les autres candidats qui ne récoltent que des miettes. La participation dimanche s'est élevée à 61,3%. C'est moins que lors de la dernière présidentielle de 2019. Ces résultats doivent encore être confirmés puis proclamés par le Conseil constitutionnel.

Dans un communiqué, les Sages invitent les candidats qui souhaiteraient contester ces chiffres à déposer leurs éventuels recours

avant ce jeudi minuit, « eu égard aux circonstances exceptionnelles » : le temps presse avant la date limite du mandat du président sortant, ce 2 avril. Mais la



Diomaye Faye, président élu du Sénégal

plupart des candidats ont déjà reconnu leur défaite. Une passation de pouvoirs semble donc possible dans

le délai prévu.

Macky Sall s'apprête donc à passer la main. Lors de son dernier Conseil des ministres au palais de la République, le chef de l'Etat

dans les meilleures conditions du nouveau président », il demande « au gouvernement de faire prendre toute les dispositions requises pour assurer, notamment la préparation des dossiers de passation de pouvoirs », indique le communiqué.

Toujours d'après le communiqué du Conseil des ministres, Macky Sall « remercie le peuple sénégalais qui lui a fait confiance », il se dit satisfait du « bilan remarquable » de la mise en œuvre de son Plan Sénégal Emergent, « avec des réalisations fondamentales dans tous les secteurs de la vie économique, sociale, culturelle et environnementale ».

T.M. et Rfi.fr

Mali/Transition

Les partis politiques réclament une transition courte

Depuis l'avènement du coup d'État militaire en août 2020, le Mali se débat dans une période de transition politique prolongée. L'échéance, fixée par le colonel Assimi Goïta lui-même, pour la fin de cette transition, est désormais dépassée, sans qu'une nouvelle date pour l'élection présidentielle ne soit annoncée. Cette situation a poussé les partis politiques maliens, de divers horizons, à exprimer leurs préoccupations et leurs demandes quant à la direction future du pays.



Col. Assimi Goïta

La Synergie d'action pour le Mali, coalition regroupant des partis politiques et des organisations de la société civile d'opposition, souligne le "vide juridique" dans lequel le Mali est plongé actuellement. Son appel en faveur d'une transition civile reflète une volonté de restaurer la gouvernance démocratique dans le pays. Cependant, leurs activités ont récemment été interdites, ce qui soulève des questions sur la liberté d'expression dans le pays.

Des partis politiques traditionnellement moins critiques, comme Yelema et le M5-RFP-Mali-Kura,

se joignent également au chœur des voix demandant une transition plus courte et mieux définie. Ils appellent le peuple malien à se mobiliser pour défendre les principes démocratiques du pays.

Même le parti RPM, ancien parti au pouvoir sous le président Ibrahim Boubacar Keita, reconnaît la nécessité d'un changement et appelle à la mise en place urgente d'un nouveau mécanisme transitionnel, suggérant une durée maximale de six mois pour cette transition. L'Adema, le parti politique le plus ancien du Mali, exhorte également les autorités à agir rapidement

pour mettre fin à cette incertitude politique. Ils demandent un nouveau calendrier électoral consensuel pour rétablir l'ordre constitutionnel dans un délai raisonnable, soulignant que le silence prolongé des autorités ne fait qu'aggraver les tensions socio-politiques.

Le constat est partagé par le PDES et le Parena, qui expriment leurs inquiétudes quant à la direction actuelle du pays, appelant à un retour rapide à l'ordre constitutionnel à travers des élections libres et transparentes.

Cependant, alors que les demandes de transition courte et transparente se multiplient, les autorités de Bamako demeurent silencieuses sur la question. Pendant ce temps, le colonel Assimi Goïta annonce une coopération renforcée avec le président russe Vladimir Poutine dans la lutte contre le terrorisme, une déclaration qui soulève des questions sur les priorités politiques du gouvernement.

T.M.

Tchad/Présidentielle

Les candidats recalés protestent contre l'invalidation de leur dossier

Dix candidats de l'opposition au Tchad ont promis des « actions de lutte » pour barrer la route à la « dynastie » Déby lors de l'élection présidentielle du 6 mai.

Parmi les candidats recalés se trouve Nassour Ibrahim Koursami, désigné pour remplacer Yaya Dillo décédé, dont la candidature a été rejetée. Les opposants dénoncent vigoureusement les motifs invoqués par le Conseil constitutionnel, les qualifiant de "raisons fallacieuses", et appellent à une mobilisation nationale pour contrer ce qu'ils perçoivent comme une tentative de perpétuer la "dynastie" Déby au pouvoir.

Lors d'une déclaration devant la presse, les dix candidats recalés ont exhorté toutes les forces vives de la nation à se joindre à leur lutte contre ce qu'ils décrivent comme



Des juges du Conseil constitutionnel au Tchad

une "dictature" en gestation. Ils ont également promis des "actions de lutte", sans toutefois préciser leurs modalités. Dans leur déclaration, ils pointent du doigt le pouvoir en place, accusant celui-ci de chercher à éliminer les candidats gênants afin de faciliter la réélection du général Mahamat Idriss Déby Itno, qui a accédé au pouvoir à la suite du décès de son père en avril 2021.

Les appels à une enquête indépendante sur la mort de Yaya Dillo se multiplient, avec des organisations telles que Human Rights Watch (HRW) demandant une investigation transparente et impartiale, soulignant les graves questions que soulève cet incident quant au climat politique dans le pays à l'approche des élections.

T.M.

Finance verte

Le Togo donne l'exemple dans l'Uemoa avec son premier budget vert de 118 milliards FCFA

C'est une première au Togo et dans l'Union monétaire ouest-africaine. Le pays s'est doté d'un budget vert. Estimé à 118,2 milliards FCFA, la budgétisation verte du Togo témoigne de l'intérêt du gouvernement pour le changement climatique. Ce budget qui entre dans l'exercice 2024, représente 7,2% du budget national et s'équilibre en ressources et en charges à 2.179.125.009.000 milliards FCFA.



En se positionnant comme un frein dans la lutte contre la pauvreté, et le développement durable au Togo, le changement climatique est un versant des défis gouvernementaux. En prenant en compte les enjeux climatiques et environnementaux dans l'action publique, la réforme de la budgétisation verte vient renforcer le contexte du budget programme. Elle consolide la budgétisation sensible au genre et permet d'accorder une attention particulière aux questions climatiques et environnementales, selon le ministre de l'Economie et des Finances, Sani YAYA. Le budget vert met en lumière les dépenses ayant un impact environnemental significatif,

positif ou négatif, pour ensuite en évaluer les effets. Le but ultime visé est de favoriser une approche holistique des questions environnementales afin de promouvoir une gestion globale et rationnelle de l'environnement pour améliorer le cadre et les conditions de vie des populations ; ceci dans la perspective d'un développement durable. Selon le gouvernement, « pour compter de 2024, "lutter contre les changements climatiques et protéger l'environnement" constitue plus que jamais une priorité de développement et un impératif budgétaire ». Une dépense est alors considérée verte lorsqu'elle contribue favorablement à la lutte contre les changements

climatiques et/ou à la protection de l'environnement. Dans le cadre de ce budget, l'identification des dépenses vertes par l'Etat repose sur 6 segments : l'adaptation, l'atténuation, la biodiversité, l'accès à l'eau, la lutte contre la pollution et la gestion des déchets. En tenant compte de ces segments, la dépense budgétaire peut être « favorable », « défavorable », « neutre » ou non cotée.

Le budget vert exercice 2024 concerne 9 ministères, notamment l'Environnement avec une dotation de 17 987 961 milliards FCFA, la Santé avec 13 594 933 milliards FCFA, l'Eau avec 18 436 984 milliards FCFA, les Travaux publics avec 11 022 373 milliards FCFA, le Transport avec 9 410 76 millions FCFA, l'Energie avec 23 846 701 milliards FCFA, les Pistes rurales avec 10 742 482 milliards FCFA, l'Agriculture avec 19 035 571 milliards FCFA, et l'Urbanisme avec 2 642 402 milliards FCFA. Ces ressources donnent plus de capacité à l'Etat de poursuivre ses initiatives en faveur de la protection de l'environnement. Précisément, les 118,2 milliards FCFA seront répartis comme suit : 96 milliards FCFA seront consacrés à la lutte contre le

changement climatique et 22 milliards FCFA à la protection de l'environnement.

Proportionnellement au budget de l'Etat, la lutte contre les changements climatiques représente 5,9% et la protection de l'environnement 1,4%. Les deux aspects représentent 26,8% du budget total des ministères pilotes, selon le document budgétaire. Deux projets stratégiques et une réforme se retrouvent au cœur des préoccupations, mais également, une réforme dont le ministère chargé de l'Environnement a la conduite. Il s'agit d'abord de la réponse aux risques climatiques majeurs. Ce projet ambitionne de définir et mettre en œuvre des réponses aux principaux risques climatiques à travers des aménagements ciblés. Il a pour objectifs de protéger 90% des côtes contre l'érosion et de porter à 25% le taux de couverture forestière. Ensuite, le programme de mobilité verte. Il ambitionne de définir et de mettre en œuvre un plan de mobilité verte principalement centré sur le transport électrique avec un objectif de 3% de véhicules électriques dans les ventes annuelles de véhicules neufs. Enfin, la réforme de la législation environnementale a pour objectif de renforcer le cadre juridique nécessaire à une protection renforcée de l'environnement.

Au rang des actions, il est également prévu le projet de couverture forestière du territoire à 26% à l'horizon

2030 à travers la restauration de 1,4 million d'hectares de paysages forestiers dégradés. Le reboisement de 1 milliard d'arbres d'ici à 2030 fait aussi partie des actions. La résilience des populations frappées de plein fouet par le changement climatique, est aussi prise en compte par le budget vert.

En matière d'engagement, le Togo s'est obligé à réaliser une réduction des Gaz à effet de serre GES de 50,57% à l'horizon 2030, s'il bénéficie de soutien international. La contribution du Togo aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) est de seulement 0,02 pour cent des émissions mondiales. C'est dire que le Togo fait des efforts pour sa contribution à la réduction des GES et cela traduit bien la vision et les ambitions du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé.

« Dans une progressivité instaurée par le chef du gouvernement, Victoire Sidémého TOMEGAHDGBOE, dans la lettre de cadrage budgétaire 2024, la version complète et finale du document budget vert couvrira à terme les recettes et les dépenses, tous les ministères et institutions ainsi que les démembrements de l'Etat que sont les établissements publics à caractère administratif (EPA), les collectivités territoriales et les organismes de prévoyance sociale ».

Edy Alley

Loi de finances, exercice 2024

L'OTR et l'AGET font le point sur les nouveautés

La concertation avec le secteur privé, joue un rôle important dans la politique de collecte des recettes fiscales et douanières conduite par l'Office togolais des recettes (OTR). Pour perpétuer la tradition, l'OTR a échangé avec l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), ce mercredi 27 mars à Lomé. L'initiative permet aux différents acteurs de discuter de la loi de finances, exercice 2024.

Echanger sur les dispositions contenues dans la nouvelle loi de finances, et mettre en lumière les propositions du secteur privé, ont guidé cette rencontre entre l'OTR et l'AGET. Pour le chef division de la législation fiscale à l'OTR, Bekeyi-Essowedeu Sogoyou, cette rencontre participe à la vulgarisation des dispositions de la loi de finances. « L'initiative permet d'approfondir la compréhension des mesures fiscales phares contenues dans la loi de finances 2024 et de recueillir au même moment auprès de ces partenaires, d'éventuelles propositions d'amélioration pour l'élaboration de la loi de finances 2025 », a indiqué Bekeyi-Essowedeu Sogoyou. Organisée conjointement par la

direction de la Communication et des Services aux usagers et la direction de la Législation fiscale et du Contentieux, cette séance d'échange traduit le caractère inclusif de la loi de finances. « Nous constatons des modifications qui ont été apportées au code général des impôts et au livre des procédures fiscales. De plus en plus, cette action gouvernementale ne se fait plus de façon isolée mais nous constatons une implication du secteur privé, notamment de l'AGET qui participe à la procédure d'élaboration avec sa force de proposition sur différentes mesures portant amélioration du climat fiscal au Togo », a ajouté Bekeyi-Essowedeu Sogoyou.

Votée par l'Assemblée nationale, la loi fiscale donne

quitus au gouvernement de collecter les impôts. Ayant pour objectif principal la mobilisation des recettes et l'exécution des dépenses, la loi fiscale a un volet social qui recommande l'allègement de la charge fiscale aux contribuables. « L'AGET depuis sa création en 2007 s'efforce de travailler à ce que l'amélioration du climat des affaires soit constant. Nous avons pris sur nous de procéder à des études une fois que la loi de finances est adoptée, afin de faire part de nos points d'amélioration et de les partager avec l'OTR. A la suite de cela nous estimons qu'il est important de se revoir ensemble et de voir les points phares de la loi de finances qui a été adoptée, de voir comment nous pourrions de notre côté apporter des améliorations à cette loi de finances afin d'avoir un cadre d'affaires serein pour le développement de nos entreprises », a expliqué Eric

Anani, membre de l'AGET.

Pour l'AGET, l'intérêt de cet échange se mesure dans la prise en compte des propositions suggérées. « L'année dernière après notre plaidoyer, 4 points que nous avons soulevés ont pu être pris en charge par l'OTR. Ils en ont tenu compte au titre de l'exercice écoulé. Cette année nous avons repris le même exercice, nous avons déjà transmis notre plaidoyer pour la loi de finances 2024, et nous continuons de travailler ensemble avec l'OTR afin que des points d'amélioration soient pris en compte et travailler au rayonnement de notre société ».

La présente loi de finances porte en son sein plusieurs innovations sur lesquelles l'OTR communique comme de coutume. Au rang des modifications, figure le taux de la Taxe sur la valeur ajoutée. Un taux unique de

18% est applicable à toutes les activités et à tous les produits à l'exception de ceux exonérés en vertu de l'article 180 du présent code. Quant aux opérations de crédit-bail, le taux applicable aux loyers est celui du bien au moment de son achat.

On peut énumérer également, les obligations déclaratives faites aux entités à but non lucratif et le relèvement du taux de la Taxe sur les produits de jeu de hasard. En ce qui concerne l'importation en vue de la revente des véhicules d'occasion mis en circulation sur le territoire togolais, de 1%, le taux est porté à 2%. Aussi, désormais les opérations de mobile money (Tmoney, flooz) sont passibles de la taxe sur les activités financières.

Cette séance de travail concourt à la mise en place d'un cadre des affaires propice au développement des entreprises au Togo.

Edy Alley

Togo

Vers une croissance économique de 2,5 % dans un an

« Après une décennie de croissance économique soutenue autour de 5 % en moyenne, le Togo aspire à l'accélérer davantage et lui faire atteindre 7,5 % pour réduire la pauvreté », tel est l'un des objectifs affichés de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. Une feuille de route dont le but ultime est la construction d'un Togo en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable. C'est que toute l'action étatique a pour visée de bâtir un pays où l'on vit de mieux en mieux et où la contribution à la production et le partage de richesses sont équitables à tous les niveaux.

Les réformes économiques boostent la croissance économique et touchent la gestion des finances publiques, l'agriculture, la santé, l'éducation, le numérique, le foncier, l'environnement, la décentralisation, l'emploi, le social avec un accent sur le développement du secteur privé.

Grâce à cet élan de modernisation, le pays connaît une amélioration du fonctionnement et de la performance de chaque secteur socioéconomique, ainsi qu'un maintien du cadre macroéconomique et budgétaire sain. Ce sont autant de prouesses qui sont confirmées par les résultats de l'évaluation des politiques et des institutions (CPIA) de la Banque mondiale. Depuis 2016, le Togo a de meilleures progressions dans ces évaluations, passant de 3 à 3,7 % en 2022, soit un gain de 0,7 point.

Croissance économique engendrée

Les réformes ont permis au Togo d'enregistrer une évolution favorable de la conjoncture économique sur les quatre premiers mois de l'année. Ainsi, le Produit intérieur brut (PIB) est passé à 6,6 % en 2023, contre 5,8 % en 2022 et 6 % en 2021. De plus, le taux d'inflation a baissé à 5,8 % fin mai 2023, contre 8 % en 2022. Enfin, le taux d'endettement public est passé à 60 % fin mars, contre 66 % à fin décembre 2022, en dessous de la norme

communautaire plafond de 70 %.

La réalisation de ces réformes est possible grâce à la solidité du budget national qui a connu une légère augmentation en 2023. Il s'établit en recettes et dépenses à 1 957,9 milliards de francs CFA, contre 1 875,8 milliards dans la Loi de finances rectificative 2022.

Cela traduit une hausse de 4,4 %. Au premier trimestre de l'année, le montant total des dépenses dans ce budget s'élevait déjà à 451,53 milliards de francs CFA, soit 23,11 % de la prévision annuelle. Il



Croissance économique (illustration)

faut comprendre par-là un accroissement des dépenses, ce qui reflète les efforts indéfectibles du gouvernement pour tendre la main aux populations.

Optimiste croissance au niveau macroéconomique

Le Togo peut se targuer d'avoir une croissance économique quasi-constante depuis plus de 10 ans. Aussi, le Produit intérieur brut (PIB) par

l'effet conjugué de la crise sanitaire et du conflit armé en Ukraine, est en passe d'être jugulée par le Togo, à travers une politique de soutien face

été mises à mal par les mesures de riposte contre la Covid-19. Les chiffres sont de 819 972 bénéficiaires pour un montant total de plus de



Sani Yaya, ministre de l'Économie

habitant a progressé de 617 dollars US en 2017 à 682 dollars en 2018 ; une augmentation de 11 %. Alors que la pandémie de la Covid-19 a contraint l'économie mondiale à un ralentissement, le Togo a su faire preuve de résilience, en passant

à la vie chère qui a coûté environ 3 % du PIB.

La lutte contre l'inflation et ses effets est un engagement de l'État pour une réduction de la pauvreté. En effet, la politique de développement du

13 milliards de francs CFA.

L'une des actions en cours, c'est aussi le programme d'Assistance sociale transformatrice pour la résilience (Astre) dont l'objectif est d'élargir l'aide sociale aux ménages pauvres et de faire sortir 1,24 million de personnes de la pauvreté à l'horizon 2029. En 2019, selon l'Inseed, l'indice de pauvreté se situait à 45,5 % au niveau national contre 58,7 % en 2011.

70 % des activités économiques liées à la façade maritime

La pêche est le travail quotidien de certains ménages. Par exemple, on estime que 70 % des activités économiques sont liées à la façade maritime et que le Togo en tire une grande partie de ses recettes fiscales. Eu égard à l'importance du secteur, il y a vraiment de quoi le réguler de façon raisonnable. Selon les statistiques de la Direction de la pêche et de l'aquaculture, 37 000 tonnes de poissons ont été capturées entre 2018 et 2019. C'est en partie grâce aux meilleures pratiques de pêche

rapidement d'une croissance de 1,8 % en 2020 à 6 % en 2021. Selon les analyses de la BAD, la croissance du Togo devrait être de 6,6 % en 2024 ; l'ambition nationale étant de 7,5 % à l'horizon 2025. Sous un autre angle, la montée de l'inflation au niveau mondial, par

gouvernement se déploie par une multitude de mesures touchant tous les secteurs et chaque milieu. Le programme Novissi a été un moyen par lequel les pouvoirs publics ont soutenu les personnes et familles vulnérables dont les sources de revenus ont



Des marayeuses

installées et promues sans relâche. Par ailleurs, le repos biologique fait partie des mesures rigoureuses en vigueur pour donner de la vitalité et de la durabilité à la pêche. Le repos biologique permet de lutter contre la surexploitation et la diminution des rendements halieutiques à l'intérieur des eaux togolaises. Sur le lac Nangbéto, la dernière

trêve annuelle a débuté en mi-août 2023 et durera trois mois. C'est-à-dire que les activités de pêche sont officiellement à l'arrêt pendant un trimestre entier afin de faciliter le repeuplement du lac en ressources halieutiques. Il est alors interdit de pêcher, transporter ou vendre des produits issus de ce lac, au risque d'être frappé par la loi. Un plan de gestion des

pêcheries a été adopté en août 2013 pour améliorer la gestion de la pêche et développer la pisciculture. Il intervient dans un contexte marqué par l'exploitation anarchique, l'utilisation des pratiques et engins prohibés, entraînant des captures de juvéniles. Grâce au plan de gestion des pêcheries du lac de Nangbéto, environ 50 % des pêcheurs ont abandonné les

mauvaises pratiques, ce qui restaure les stocks des espèces de poissons du lac. Aussi, plus de 50 % des pêcheurs sollicitent de façon volontaire leur permis de pêche. La production halieutique est soutenable, les revenus sont améliorés, les bonnes pratiques d'hygiène, de traitement, de conservation et de transformation des poissons sont de plus en plus observées,

personnes constituées de 10 000 pêcheurs et de 12 000 personnes transformatrices de poissons. La pêche contribue à 4,5 % au PIB agricole. En 2022, ce sont 6,6 millions de kg de poissons qui ont été capturés.

Aujourd'hui, le port de pêche de Lomé, infrastructure moderne financée à 20 milliards de francs, élève la



Edem Tengue, ministre de la Pêche

et l'adhésion à une pêche responsable est davantage remarquée. Dans le pays, l'activité implique au moins 22 000

production halieutique et nourrit des milliers de bouches.

Attipoe Edem Kodjo

BULLETIN D'ABONNEMENT



Vous êtes un **annonceur**, un **privé**, une **agence conseil** en communication ou un **homme d'affaires**! Vous avez besoin d'une communication dans le journal **Togo Matin**?



BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal quotidien **TOGO MATIN** !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:

Profession ou activité:

Adresse: / BP:

Tél: / E-mail:

► Je m'abonne

01 Abonnement mensuel: 5.000 FCFA

02 Abonnement trimestriel: 15.000 FCFA

03 Abonnement semestriel: 20.000 FCFA

04 Abonnement annuel: 40.000 FCFA

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN: Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA: Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains, Tél: 91 81 25 38)

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékoukonpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)
Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél: 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékoukonpoé, Avenue Joseph Strauss) ;
Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

PHARMACIES DE GARDE (LOME) du 25 Mars au 1^{er} Avril 2024

BOULEVARD	90 89 28 49	BD. 13 JANV
BON PASTEUR	91 43 44 84 44	AV. DE LA LIBÉRATION
BIOVA	70 23 19 23	BD. H.-BOIGNY
BE-KPEHENOU	70 45 25 03	BÈ KPÉHÉNOU
CHÂTEAU-D'EAU	22 21 57 51	CHÂTEAU DE BE
DE LA MAIRIE	91 03 21 21	NYEKONAKPOÈ
HOPITAL	22 20 08 08	FACE CHU-TOKOIN
CAMPUS	93 38 08 84	ADEWI
THERYA	70 44 81 77	MANGOTIGOMÉ
ST PAUL	22 61 85 08	BD. JEAN PAUL 11
LE JOURDAIN	92 38 30 50	TOKOIN WUITI
HEDZLANAWÉ	22 26 49 61	MARCHÉ HEDZLANAWÉ
KOUÉSSAN	90 50 48 12	FACE STADE DE KÉGUÉ
J-MIMSHAK	22 60 30 50	RUE TCHAMBA 964
MAËLYS	70 44 86 79	BÈ KPOTA
MAWULE	70 45 91 86	BÈ-KPOTA
ADIDOGOME	91 05 78 21	D'ADIDOGOMÉ
SILOE	90 80 26 39	ATIGANGOMÉ
ACTUELLE	90 61 46 44	ADIDOGOMÉ
SEGBE	92 59 49 35	SÉGBÉ
DJIDJOLE	93 93 99 27	DJIDJOLE
ST JOSEPH	96 80 09 65	BRETTELLE BE KLIKAME
VIGUEUR	70 44 81 96	AGBALEPEDOGAN
MILLENAIRE	70 21 31 97	AGOÈ-NYIVÉ
DIEUDONNE	70 44 84 59	AGOÈ-TÉLÉSSOU
OSSAN	70 40 44 25	LIMOUSINE
APOLLON	93 50 42 55	AVÉDJI
CLEMENCE	70 19 35 35	CEET AGOÈ
ST MICHEL	70 43 30 43	AGOÈ-NYIVÉ
ST ESPRIT	70 40 29 06	AGOÈ-NYIVÉ
ASSURANCE	93 08 76 76	ADÉTIKOPÉ
KOBOYO	93 70 48 12	DAVIE
TAKOE	91 55 18 04	CAP ESSO DE ZONGO
EL NOUR	97 79 93 74	AGOE - ALINKA
EXCELLENCE	22 51 77 87	AGOE DÉMAKPOÉ
VITAS	22 25 63 43	AGOÈ ASSIYÉYÉ
ESPACE VIE	99 85 89 07	AGOÈ LOGOPÉ
LA BARAKA	90 17 49 28	AGOÈ LOGOPE
SANGUERA	70 42 80 80	SANGUÉRA
LA SHEKINAH	93 33 92 05	AGOE-NYIVE
NELLY'S	92 01 11 00	KLÉMÉ AGOKPANOU
MBA	70 27 81 81	AGOÈ-LÉGBASSITO
PRINCIPALE	90 82 67 67	KPOGAN YOVO KOPÉ
LE DESTIN	70 41 15 41	ECOBANK DE BAGUIDA
LUMEN	70 41 68 36	DJAGBLE

Photos du jour

Churchill a déclaré un jour qu'il a pris un taxi un jour pour se rendre dans les bureaux de la BBC pour une interview.

Quand je suis arrivé, j'ai demandé au chauffeur de m'attendre pendant quarante minutes jusqu'à mon retour, mais le chauffeur s'est excusé et a dit: "Je ne peux pas, car je dois rentrer chez moi pour écouter le discours de Winston Churchill". J'ai été étonné et ravi du désir de l'homme d'écouter mon discours!



J'ai donc pris 20 livres et je l'ai donné au chauffeur de taxi sans lui dire qui j'étais. Quand le chauffeur a récupéré l'argent, il a dit: "J'attendrai des heures jusqu'à ce que vous reveniez monsieur! Et laissez Churchill aller en enfer. Vous pouvez voir comment les principes ont été modifiés en faveur de l'argent; les nations vendues à cause de l'argent; l'honneur vendu à cause de l'argent; familles séparées à cause de l'argent; amis séparés à cause de l'argent; les gens tués à cause de l'argent; et les gens deviennent des esclaves à cause de l'argent

Photos du jour



Leçon

Un homme a vu un serpent brûler et a décidé de le retirer du feu.. Quand il l'a fait, le serpent l'a mordu, lui causant une douleur atroce.. L'homme a laissé tomber le serpent et le reptile est immédiatement retombé dans le feu..

Alors l'homme a regardé autour de lui, a trouvé une barre de métal et l'a utilisé pour sortir le serpent du feu et sauver leur vie.

Quelqu'un qui regardait s'est

approché de l'homme et a dit: «Ce serpent vous a mordu. Pourquoi essayez-vous toujours de la sauver? »

L'homme a répondu : "La nature du serpent est de mordre, mais cela ne changera pas ma nature pour aider."

Ne changez pas votre nature simplement parce que quelqu'un vous fait du mal.. Ne perdez pas votre bon cœur, mais apprenez à le protéger..



COMMUNIQUÉ DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Relatif à l'ouverture des inscriptions pour la promotion 2024-2025
à l'Institut de Formation Fiscale et Douanière (IFFD)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de son personnel, des partenaires publics et privés que les inscriptions aux cycles de formations de base des cadres supérieurs et moyens pour l'année académique 2024-2025 sont ouvertes dans les filières ci-après :

Nos filières de formation

► Cycle supérieur



► Cycle moyen



Les conditions d'accès

CYCLE SUPERIEUR

- Avoir un Bac+5 ;
- Avoir un Bac+4 et justifier de 2 années d'expériences
- Avoir un Bac+3 et justifier de 5 années d'expériences
- Etre au moins de grade P1 (Pour les candidats agents de l'OTR)

CYCLE MOYEN

- Avoir un Bac+3
- Avoir un Bac+2 et justifier de 2 années d'expérience

⚠ Avoir une autorisation de l'employeur (candidats externes)

Les dossiers à fournir en ligne (PDF)

- CV
- Copie des diplômes
- Copie de l'acte de nationalité
- Autorisation de l'employeur (candidats externes)

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS : Vendredi 26 avril 2024 à 17 h 30 min

Tapez le lien ci-dessous dans la barre de votre navigateur ou scannez le Qr code



Pour toute information complémentaire
+228 70 79 09 59

Institut de Formation Fiscale et Douanière



Santé sexuelle

L'alimentation dans son ensemble peut agir comme un aphrodisiaque

Les aphrodisiaques sont des substances aliments ou médicaments qui augmentent les niveaux de stimulation, le désir sexuel, le comportement et le plaisir après consommation.

Aujourd'hui, le chocolat, les figes et les huîtres font partie d'une longue liste d'aliments connus pour leurs propriétés aphrodisiaques supposées. Mais il en existe d'autres qui sont bizarres et très chers, comme un mollusque de forme phallique connu sous le nom de palourde géante ou de panope.

Pour ceux qui ont des problèmes de circulation sanguine, il est vrai que certains aliments peuvent

ne penser pas aux performances sexuelles. Ils pensent au désir. Le chocolat est un aliment dont on pense depuis longtemps qu'il augmente le désir sexuel. Des études ont montré que le cacao peut augmenter le flux sanguin dans certaines parties du corps.

Mais lorsque l'on a étudié sa relation directe avec le désir sexuel, aucune preuve n'est venue étayer



Les aliments du régime méditerranéen

aider de la même manière que le médicament Viagra, en relaxant les vaisseaux sanguins et en améliorant le flux sanguin vers les organes génitaux.

L'acide aminé L-arginine, que l'on trouve dans des aliments tels que les citrouilles, les noix et le bœuf, est transformé en oxyde nitrique dans l'organisme, ce qui augmente le flux sanguin. Les aliments riches en acides gras oméga-3, comme le saumon et les avocats, ont le même effet. La quercétine est une autre substance utile. Présente dans les pommes, les baies, le raisin, le vin rouge, l'ail et le chocolat noir, elle possède des propriétés anti-inflammatoires qui peuvent améliorer la circulation sanguine.

Toutefois, selon Lauri Wright, porte-parole de l'Académie américaine de nutrition et de diététique, seules les personnes dont la circulation sanguine est compromise constateront une amélioration de leur fonction sexuelle en consommant ces aliments. Une personne ayant une bonne circulation sanguine ne verra probablement aucun changement.

Mais lorsque la plupart des gens pensent aux aphrodisiaques, ils

son utilisation en tant qu'aphrodisiaque. En fait, une étude d'observation réalisée en 2021 a conclu le contraire. Les chercheurs ont interrogé 700 personnes sur leur intérêt pour le sexe et leur consommation de chocolat. Ils ont constaté que les femmes qui mangeaient plus souvent du chocolat déclaraient également avoir moins d'intérêt pour le sexe.

Les chercheurs ont étudié d'autres raisons possibles d'une baisse de la libido ou d'une forte consommation de chocolat, notamment la baisse de l'humeur, la tension artérielle et l'apport calorique. Les résultats indiquent que la consommation de chocolat peut servir de substitut au sexe. Il stimule la production des neurotransmetteurs sérotonine et dopamine, qui influencent également la réaction sexuelle. En fait, aucune preuve n'a été trouvée pour démontrer qu'un aliment augmente l'excitation ou le désir. Mais il y a une exception : l'alcool. Plusieurs études ont montré que la consommation d'alcool est liée à une plus grande excitation, mais qu'elle peut également nuire aux performances sexuelles.

« Le vin rouge, en particulier, peut être

indirectement lié à la fonction sexuelle en raison de ses bienfaits possibles pour la santé cardiaque », explique Michael Krychman, obstétricien, gynécologue et conseiller sexuel clinique au Centre de Californie du Sud pour la santé sexuelle et la médecine de survie aux États-Unis.

En 2022, une analyse de plus de 50 études de population a conclu que jusqu'à quatre portions de vin rouge par semaine étaient associées à un risque réduit de décès cardiovasculaire, par rapport à la bière et aux spiritueux. Toutefois, les chercheurs ont expliqué que de nombreux autres facteurs pouvaient expliquer cette relation. C'est pourquoi la relation entre le vin rouge et la santé cardiovasculaire reste peu concluante.

La réputation d'aphrodisiaque du vin peut également provenir du fait qu'il fait partie du régime méditerranéen, qui se compose principalement d'aliments d'origine végétale tels que les fruits, les légumes, les céréales complètes, les légumineuses et les fruits à coque, ainsi que le poisson et l'huile d'olive.

Plus qu'un mode de vie, le régime méditerranéen pourrait avoir des vertus aphrodisiaques.

« La recherche a montré que le vin rouge affecte la fonction sexuelle, mais nous ne savons pas si c'est le régime alimentaire qui en est la cause ou si c'est une combinaison du régime alimentaire, du mode de vie et de la génétique. Ce que nous savons, c'est que pour les personnes qui font de l'exercice, ont une alimentation saine et moins de stress, tous ces éléments se conjuguent pour améliorer la vie sexuelle », explique Krychman.

Selon M. Wright, l'alimentation dans son ensemble peut agir comme un aphrodisiaque grâce à des bienfaits tels qu'une meilleure circulation sanguine, une augmentation des hormones ou une meilleure humeur. Une étude portant sur 600 femmes atteintes de diabète de type 2 a révélé que le régime

méditerranéen était lié à des niveaux plus faibles de dysfonctionnement sexuel, tandis qu'une autre étude a conclu que le régime pouvait également être associé à une amélioration de la dysfonction érectile.

« La conclusion est qu'une alimentation saine comprenant des fruits de mer, des viandes maigres, des noix, des fruits, des légumes et des céréales complètes, c'est-à-dire essentiellement le régime méditerranéen, favorise la fonction nerveuse, la circulation sanguine et la production d'hormones », explique M. Wright.

Ce n'est pas pour rien qu'il n'existe aucune preuve qu'un aliment spécifique soit aphrodisiaque. Un aliment ayant un effet aussi puissant serait dangereux, selon Jessica Abbott, maître de conférences en écologie évolutive à l'université de Lund, en Suède.

Alors, pourquoi certaines personnes jurent-elles que certains aliments ont des vertus aphrodisiaques ? Peut-être tout simplement parce qu'elles y croient, selon Krychman. Le fait que le désir sexuel soit si individuel et multiforme peut jouer en faveur des aphrodisiaques, selon Nan Wise, psychothérapeute et sexologue à l'université Rutgers aux États-Unis.

« Le désir est physique, psychosocial et relationnel et implique de nombreuses variables. Si vous croyez qu'un aliment augmente le désir, la psychologie de l'effet placebo affecte notre capacité à être excité ou non », explique Wise. « Tout dépend du contexte », ajoute Evans, de l'université du Hertfordshire. « On ne pense pas au chocolat comme à un aphrodisiaque chaque fois qu'on en mange. Il faut le bon contexte », dit-elle.

Selon Jean-Christophe Billeter, professeur de comportement social et sexuel à l'université de Groningue aux Pays-Bas, les expériences individuelles peuvent également déterminer quels aliments augmentent le désir sexuel chez chaque individu. « L'être humain est très influençable et le cerveau conserve de forts souvenirs de ses succès sexuels.

Selon la situation, si quelque chose s'est produit dans l'environnement où une personne a eu des rapports sexuels, cela déclenchera le désir d'avoir des rapports sexuels à l'avenir », explique le professeur. La recherche indique aussi qu'une humeur positive est associée à une plus grande stimulation sexuelle et que les régimes riches en aliments d'origine végétale ont été associés à un risque plus faible d'anxiété et de dépression.

Comment l'évolution peut-elle expliquer les aphrodisiaques ?

En fait, tout aliment peut avoir des qualités aphrodisiaques. Si une personne est affamée et qu'il n'y a pas de nourriture à proximité, il est logique que sa libido diminue. « D'un point de vue évolutif, les êtres humains ont le désir d'avoir des relations sexuelles afin de se reproduire, et nous avons besoin d'un poids sain et d'un régime alimentaire qui fournit les bons nutriments pour cela », argumente M. Billeter.

Il existe également des preuves dans la nature que les humains mangent certains aliments pour se rendre plus attirants pour le sexe opposé. « Dans le passé, les femmes considérées comme plus attirantes avaient tendance à être plus grosses, car le fait d'être grosse, lorsqu'il n'y avait pas beaucoup de nourriture, pouvait indiquer que la femme serait un bon reproducteur », explique M. Billeter.

Il se peut également que la pratique consistant à donner de la nourriture à un partenaire sexuel ait un caractère aphrodisiaque, ce qui explique peut-être la véritable raison pour laquelle une boîte de chocolats ou un repas cuisiné à la maison peuvent susciter le désir. Un repas préparé à la maison, au bon moment, peut être aphrodisiaque. L'idée que les aphrodisiaques sont bons pour la vie sexuelle a persisté pendant si longtemps parce que les gens ont toujours été attirés par des concepts qui promettent la jeunesse, la longévité et la fertilité.

Concours national de récitation du Saint Coran

Le soutien inconditionnel de Coris Bank International

C'est en plein mois de Ramadan que l'Association des élèves et étudiants musulmans au Togo (AEEMT) a honoré la tradition du Concours national de récitation du Saint Coran (CNRSC). A sa 28^e édition, le Concours national de récitation du Saint Coran permet aux participants de mieux s'approprier les préceptes religieux et de renforcer leur culture coranique. L'apothéose a eu lieu, ce dimanche 24 mars 2024 au Palais des congrès de Lomé.



C'est un grand jour pour la communauté musulmane, mais plus particulièrement les élèves et étudiants participant à ce concours.

Ce dimanche, au Palais des Congrès de Lomé, les concurrents accompagnés de leurs parents ont vécu en tout éclat cette édition du Concours national de récitation du Saint Coran (CNRSC). Le thème retenu pour cette 28^e édition est « l'Islam, religion du vivre ensemble ». Cette finale survient suite aux phases de demi-finales qui se sont déroulées à Atakpamé et à Kara.

Regroupés en cinq catégories, notamment Nabaï (1/30) du Saint Coran, Moudjaadala (2/30 du Saint Coran), Yassin (1/4 du Saint Coran), Kahf (la moitié du Saint Coran) et Kamil (tout le Saint Coran), les candidats élèves et étudiants ont démontré leur connaissance du Coran. Les cinq meilleurs de chaque catégorie se sont affrontés en finale et les deux premiers ont été primés. Le lauréat de ce noble concours va représenter le Togo au Maroc pour la phase continentale de Récitation du Saint Coran Soutenu par Coris Bank

International (CBI), le Concours national de récitation du Saint Coran (CNRSC) témoigne de l'intérêt de l'institution bancaire pour les valeurs religieuses. Un soutien financier et un lot de gadgets ont été mis à la disposition du comité d'organisation par CBI. Lors de cette finale, le directeur général de Coris Bank International Togo, Alassane Kaboré, s'est réjoui de l'organisation

lieu au cours du mois de Ramadan 2025.

Acteur principal de la finance islamique au Togo, Coris Bank International Baraka ne cesse de se démarquer par ses activités. Cette branche islamique de Coris Bank International Togo porte un engagement assez remarquable pour la cause islamique d'où ses différentes offres parfaitement adaptées et



Concours national de récitation du Saint Coran, ce dimanche 24 mars 2024 à Lomé.

de ce concours instructif pour les participants. Tout en participant aux travaux, Alassane Kaboré a remis le certificat et les lots au premier de la catégorie Nabaï. La 29^e édition aura

respectant les principes charaïques. Coris Bank International dispose d'un réseau d'agences en cours de développement dans le pays.

Edy Alley

Sécurité routière / Application du Règlement 14 de l'Uemoa

Les réformes dans le secteur des transports présentées aux journalistes et OSC

Des réformes sont en cours dans le secteur des transports au Togo. Parmi ces réformes, visant à rendre compétitif le secteur des transports, il y a l'application graduelle du Règlement 14 de l'Uemoa. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce Règlement, le ministère des Transports routiers a échangé avec des journalistes et des Organisations de la société civile (OSC). C'était le mardi 26 mars dernier.



Organisée par le ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires, la rencontre avec la presse et organisations de la société civile œuvrant dans le secteur des Transports, a permis aux acteurs de discuter des enjeux, défis et perspectives liés à la réforme du Transport et la lutte contre la surcharge des véhicules lourds de transport routier de marchandises dans

l'espace Uemoa. L'ambition 5 de l'axe stratégique 2 de la Feuille de route gouvernementale vise à « affirmer la place du Togo en tant que hub logistique et de services ». La réalisation de cette

ambition passe par la professionnalisation du sous-secteur des transports. Et pour se faire, la consolidation de la mise en œuvre du règlement 14 qui concerne l'harmonisation des normes de limitation de gabarit, de poids et de charge à l'essieu des véhicules lourds de transport est primordial.

Selon le ministre des Transports routiers, Atcha-Dédji Affoh, les pratiques anormales amènent à la dégradation prématurée des infrastructures construites à un prix onéreux. Ces pratiques entre autres sont, la surcharge.

« La construction de postes de pesage, la construction et l'opérationnalisation du poste juxtaposé de Djéréhouyé, l'équipement en pese-essieux de

toutes les plateformes générant plus de 200.000 tonnes de fret par an, en conformité avec le Règlement 14, sont autant de mesures prises qui méritent d'être soutenues par une stratégie de communication efficace », a expliqué le ministre.

Rappelons, que pour réaliser sa vision, le gouvernement a opté, depuis quelques années, pour la professionnalisation du secteur avec l'organisation de tous les acteurs de transport routier en faitière, la construction d'un centre de formation aux professionnels des transports routiers, l'adoption d'une nouvelle loi d'orientation des transports par le parlement, en remplacement de celle en vigueur, etc.

TM

MOUTAI

CHINA MOUTAI

1992

1935

2008

18 L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ

DISPONIBLE DANS LES BARS RESTAURANTS ET SUPERMARCHÉS
IMMEUBLE MARINA BAY . BOUTIQUE N5 . BOULEVARD DU MONO

INFOLINE: +228 70340292 | MOUTAI TOGO & BÉNIN

WWW.GMDISTRIBUTIONS.COM